

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellule risques anthropiques  
89 rue Weber  
CS 52002  
30900 Nîmes cedex 02

Nîmes, le 04/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Société des CEMENTS CALCIA**

Usine de Beaucaire - Route de Bellegarde  
B.P. 130  
30300 BEAUCAIRE

Références : 2022 - 05 - 275

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement Société des CEMENTS CALCIA implanté route de Bellegarde B.P. 130 30 300 BEAUCAIRE. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société des CEMENTS CALCIA
- Usine de Beaucaire - Route de Bellegarde B.P. 130 30300 BEAUCAIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006600453
- Régime : Autorisation
- IED - MTD

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite au moins annuelle pour ce site.

#### **Les référentiels d'inspection sont :**

- *l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2017;*
- *l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mai 2020;*
- *l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 décembre 2021;*
- *l'arrêté de mise en demeure du 18 mai 2020.*

**Les thèmes de visite annoncés dans le courrier d'annonce du 22 mars 2022 sont les suivants :**

- *le bilan des plaintes ;*
- *les actions menées dans le cadre du suivi des suites de l'inspection du 19 octobre 2021 ;*
- *le bilan du respect de chacune des dispositions de l'APMD ;*
- *le tableau de suivi de contrôle qualité des appareils de mesure en continu ;*
- *la justification de l'avancement du programme d'actions de réduction des émissions des émissions de poussières diffuses présenté en 14 actions dans votre document transmis le 27 janvier 2021.*
- *le bilan de l'avancement du programme d'actions de réduction des émissions de bruit ;*
- *le bilan des contrôles périodiques prévus aux articles 9.7.6 et 9.7.7 de l'AP n°17-104N.*

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réduction des niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 1-3	/	Sans objet
Bilan annuel	AP Complémentaire du 18/05/2020, article 5	/	Sans objet
Plan de protection de l'atmosphère - rejets diffus	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 6	/	Sans objet
Estimation des flux de poussières diffuses	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 7	/	Sans objet
Contrôles continus	Arrêté Préfectoral du 17/09/2017, article 9.7.2	/	Sans objet
GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
Contrôle terrain - conception et aménagement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.3	/	Sans objet
Contrôle terrain - entretien de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.8	/	Sans objet
Contrôle terrain - entretien de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.9	/	Sans objet
Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.1	/	Sans objet
Contrôle terrain - cuvette de rétention sous les produits chimiques	Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 12	/	Sans objet
Contrôle terrain - installation de réception du charbon et du coke	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 15.8	/	Sans objet
Contrôle terrain - entretien extincteurs - RIA	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 14.10.5	/	Sans objet



Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des bruits et vibrations - Mesures	AP Complémentaire du 18/05/2020, article 4	/	Sans objet
Transmission des contrôles périodiques prévus aux articles 9.7.6	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 10	/	Sans objet
Indisponibilité des dispositifs de traitement des effluents limitée	Arrêté Préfectoral du 17/09/2017, article 7.5	/	Sans objet
Assurance qualité des systèmes de mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 17/09/2017, article 9.7.3	/	Sans objet
Contrôle terrain-dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 14.10.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis plusieurs années, l'action de l'inspection sur cet établissement est centrée sur la réduction des émissions sonores et des émissions atmosphériques canalisées et diffuses de la cimenterie. De nombreuses plaintes de riverains témoignent des nuisances subies dans ces deux domaines. Les deux actes administratifs datés du 18 mai 2020, un arrêté de mise en demeure et un arrêté préfectoral complémentaire imposent à l'exploitant de nouvelles dispositions encadrant ces deux thématiques. Il apparaît lors de cette inspection du 28 avril 2022 annoncée par courrier du 22 mars 2022 que l'exploitant n'a pas encore totalement mis en place les actions de réductions sonores et d'émissions de poussières qu'il doit mettre en œuvre de façon pérenne. En effet, si des actions coûteuses ont été engagées et dont la mesure de l'efficacité reste attendue, il est apparu notamment lors du contrôle terrain que de nombreuses portes restaient ouvertes favorisant les émissions sonores et olfactives et la dispersion de poussières. Le stockage des déchets non conforme aux dispositions réglementaires s'est révélé comme constituant une source de pollution liquide et atmosphérique. La maintenance réalisée sur le site est à améliorer.

L'inspection estime que l'exploitant peut sous le délai d'un mois prendre en compte l'ensemble des constats établis lors de la présente inspection et fournir justificatifs de mise en conformité. Dans la négative, des suites administratives seront proposées à Madame la Préfète.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : réduction des niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 1-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, respect VLE bruit

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est mis en demeure de respecter les niveaux sonores et d'émergence fixés à l'article 13.4.2 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 selon ces jalons:

- en fournissant sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté le plan des actions à engager pour réaliser les travaux prévus afin d'atteindre cet objectif ;
- en respectant à l'échéance du 31/12/2021 les niveaux d'émergence dans les zones à émergence réglementée ;
- en respectant à l'échéance du 31/03/2023 les niveaux sonores en limite de propriété.

Concernant l'émergence, l'article 13.4.2 de l'AP du 13 septembre 2017 indique :

"Lorsque le niveau de bruit ambiant, incluant les bruits des installations, est supérieur à 45 dB(A), les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure à :

- 5 dBA pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dBA pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés."

**Constats :**

Par courrier daté du 18 novembre 2020, l'exploitant avait transmis son plan d'action pour respecter les exigences réglementaires en matière de bruit à l'issue des échéances reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Depuis cette mise en demeure, l'exploitant a transmis plusieurs rapports de mesure de bruit. Pour ce qui concerne les émergences dans les 3 zones à émergence réglementée :

- rapport Echo du 30 mars 2021 (mesures janvier et décembre 2020) transmis par courrier du 31 mars 2021 :

nuits ZER A +4,5 dBA, ZER B + 4,5 dBA , ZER C + 4dBA

- rapport Echo du 12 juin 2021 (mesures janvier et mars 2021) transmis par mail du 27/01/2021 :

nuits ZER A +5 dBA, ZER B + 5dBA , ZER C + 4dBA

- rapport Echo du 2 avril 2021 (mesures mars 2021) transmis par courrier du 9 avril 2021 :

nuits ZER A +8 dBA, ZER B + 6 dBA , ZER C + 7 dBA

- rapport Echo du 24 juin 2021 (mesures juin 2021) transmis par mail du 24 juin 2021 :

nuits ZER A +4,5 dBA, ZER B + 4 dBA , ZER C + 1,5 dBA

- rapport Echo du 31 décembre 2021 (mesures 1er et 2 décembre 2021) transmis par courrier du 16 février 2022

nuits ZER A +7,5 dBA, ZER B + 4,5 dBA , ZER C + 1,5 dBA

Selon ces rapports de mesure et notamment les dernières mesures réalisées le 1er et 2 décembre 2021, le niveau d'émergence aux deux points ZER A et B n'est pas respecté la nuit puisqu'il a été mesuré respectivement un dépassement de l'émergence de + 7,5 dBA pour le ZER A et un dépassement de l'émergence de + 4,5 dBA par rapport à une émergence limitée à +3 dBA.

L'exploitant a indiqué que de nombreux travaux ont été réalisés en décembre 2021 et janvier et février 2022.

Le jour de l'inspection, aucune nouvelle mesure n'était disponible. Ainsi l'efficacité des travaux engagés ne peut être, à ce jour, démontrée.

→ Lors de la dernière mesure faite début décembre 2021, les niveaux d'émergence aux points de mesure ZER A et ZER B ne sont pas respectés , à moins d'un mois de l'échéance du 31 décembre 2021 fixée par l'APMD du 18 mai 2020.



**Observations :**

→ La justification du respect des niveaux d'émergence dans les ZER n'a pas été démontrée à l'échéance du 31 décembre 2021 fixée par l'APMD du 18 mai 2020.

→ Compte tenu des travaux réalisés en décembre 2021, janvier et février 2022, l'exploitant doit transmettre sous un délai maximum d'un mois un rapport de mesure des émissions sonores avec la mesure des émergences. De façon à justifier de l'efficacité des travaux engagés, le prochain contrôle doit être réalisé pendant le fonctionnement maximal d'ateliers et d'installations et en particulier les plus bruyants. Ce rapport devra clairement lister les ateliers et installations en fonctionnement et ceux qui ne le sont pas.

→ L'inspection demande à l'exploitant de fournir son plan d'action actualisé en justifiant du respect de ses engagements en termes de réalisation et de respect de l'échéancier initial. Ce document doit être accompagné d'un plan localisant chacune des réalisations.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Réponse exploitant :**

**Nom du point de contrôle :** Prévention des bruits et vibrations - Mesures

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/05/2020, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, bruit

**Prescription contrôlée :**

Jusqu'à satisfaction du respect des valeurs limites de bruit fixées à l'article 13.4.2 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017, le premier alinéa de l'article 13.4.4 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 est ainsi modifié :

L'exploitant fait réaliser tous les 6 mois à ses frais des mesures fiables et conformes des niveaux d'émissions sonores de son établissement sur l'ensemble des points identifiés à l'article 4 du présent arrêté. Ces mesures sont réalisées par la méthode dite d'expertise, par un organisme ou une personne qualifiée et indépendante. Les résultats de mesure sont adressés dès réception à l'inspection avec les commentaires adéquats.

**Constats :**

En 2021 l'exploitant a transmis:

- par courrier du 9 avril 2021, des mesures faites le 1 et 2 mars 2021;
- par mail du 24 juin 2021, des mesures faites le 15 juin 2021;
- par courrier du 16 février 2022, des mesures faites le 1 et 2 décembre 2022.

**Observations :**

→ La périodicité des mesures est respectée.

→ Comme les VLE ni pour l'émergence ni pour les valeurs en limite de propriété ne sont pas encore respectées, la périodicité des mesures est maintenue au moins tous les 6 mois.

→ L'inspection demande que dans les prochains rapports de mesure, soient listés de façon exhaustive les ateliers en fonctionnement et ceux qui ne fonctionnent pas pendant la mesure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Réponse exploitant :**

**Nom du point de contrôle : Bilan annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/05/2020, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bilan annuel
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 sont ainsi complétées : L'exploitant adresse à l'inspection le bilan annuel de l'année N pour le 31 mars de l'année N+1. Ce bilan identifié à l'article 7.7.3 contient l'ensemble des éléments décrits à l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 associé à une comparaison avec les résultats des années précédentes.
<b>Constats :</b> Le bilan annuel 2021 a été reçu le 20 avril 2022. L'exploitant n'y a pas mentionné l'estimation des flux de poussières diffuses qui a débuté à la demande de l'inspection en 2021. L'exploitant est de plus invité à y exposer et à détailler les travaux qu'il a entrepris au cours de l'année pour réduire les émissions diffuses de poussières et réduire le bruit. Un bilan des plaintes reçues dans l'année avec la justification des modalités de leur prise en compte est également attendu. Ce bilan annuel doit permettre à l'exploitant de mettre en place un bilan de suivi global et de justifier de l'efficacité des travaux qu'il a engagé. → le bilan 2021 reçu après l'échéance requise, est ainsi à compléter. L'ensemble de ces précisions sera repris dans un prochain acte administratif.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse exploitant :</b>



**Nom du point de contrôle :** plan de protection de l'atmosphère - rejets diffus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant fournit un plan d'action de réduction de l'ensemble des émissions de poussières diffuses comprenant : <ul style="list-style-type: none"><li>- identification exhaustive des sources et des émissions diffuses,</li><li>- études des possibilités de réduction,</li><li>- proposition de mise en œuvre avec échéancier dûment justifié.</li></ul>
<b>Constats :</b> Ce plan d'action a été transmis par courrier daté du 27 janvier 2021. Les engagements de l'exploitant vis-à-vis de la réduction des émissions diffuses étaient précisés à la page 12 sous la forme de 14 actions à mettre en œuvre au cours de l'année 2021. Le nombre et le débit de l'ensemble des filtres à poussières avaient été transmis par courrier du 25 mars 2021. 74 filtres à poussières ont été identifiés. Parmi ces filtres, certains ne sont pas repris dans les actes administratifs. Le filtre n° 242 EXPO de l'ensacheuse 2 (30 000 m³/h), le filtre n° 364 CUIO de la trémie d'alimentation du four (27 500 m³/h) ainsi que les filtres 103 et 110 du concasseur de débit unitaire 16 000 m³/h (conduit 9), bien que non spécifiés à l'article 9.5, doivent être mesurés chaque année selon les dispositions de l'article 9.7.7. de l'AP N°17-104N. Cette disposition sera reprise dans un prochain acte administratif pour renforcer les dispositions de l'AP n° 17-104N en incluant l'obligation d'un contrôle annuel sur ces émissaires. Lors de la précédente inspection qui s'est déroulée le 19 octobre 2021, l'exploitant avait indiqué avoir terminé les actions 1 à 8.  Le plan d'action n'a pas avancé depuis la précédente inspection et l'action 8 n'est en réalité pas opérationnelle puisque le système de transmission de la caméra reste à mettre en place.  Parmi les actions listées dans le plan d'action initial et non finalisées, les émissions de poussières liées au silo 430 et au filtre B4/B5 ont été à l'origine de plaintes au cours de l'année 2021.  Lors de la précédente inspection, l'inspection avait précisé que si les travaux tardaient à se réaliser, ils seraient repris dans un APC avec échéancier.
<b>Observations :</b> Les actions en faveur de la réduction des émissions diffuses ne sont pas terminées alors que l'exploitant s'était engagé à les mettre en œuvre au cours de l'année 2021.  Dans un courrier du 16 février 2022 en réponse à l'inspection du 19 octobre 2021, l'exploitant avait annoncé un achèvement de ces travaux pour juin 2022.  → l'exploitant doit justifier du respect de ses engagements en termes de réalisation et de respect de l'échéancier en joignant un plan permettant de localiser chacune des actions. Les actions non réalisées seront reprises si nécessaire dans un prochain APC et des suites administratives pourront être engagées à l'encontre de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse exploitant :</b>



**Nom du point de contrôle :** estimation des flux de poussières diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant transmet une évaluation de ses émissions diffuses en s'appuyant sur une méthode d'estimation des flux d'émissions de poussières diffuses, approuvée par un organisme tiers reconnu.
<b>Constats :</b> <b>La méthode d'évaluation a été transmise par courrier du 31 août 2021.</b> Le jour de l'inspection, seules les estimations d'émissions des poussières diffuses des dix premiers mois de l'année 2021 étaient disponibles. Elles s'élèvent à 92,7 tonnes de poussières sur cette période. L'inspection rappelle que l'évaluation des émissions de poussières diffuses est rendue obligatoire pour satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets. La commune de Beaucaire est située dans le Plan de Protection de l'Atmosphère de la ville de Nîmes. L'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour limiter ses émissions de poussières et doit pouvoir justifier de l'efficacité des mesures prises. Le fonctionnement de cet établissement est actuellement à l'origine de nombreuses plaintes de voisinage en raison notamment des rejets de poussières. Cette estimation régulière doit permettre à l'exploitant de vérifier et de valoriser l'efficacité des mesures prises ou à prendre pour limiter ses émissions diffuses. La transmission régulière des résultats du calcul des émissions est à transmettre à l'inspection. Cette prescription sera reprise dans un prochain acte administratif.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle :** transmission des contrôles périodiques prévus aux articles 9.7.6

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, air

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant adresse à l'inspection sous un délai de 8 jours à compter de leur réception, les résultats des contrôles périodiques effectués par un articles 9.6.4 et organisme agréé sur les rejets atmosphériques. Ces résultats sont complétés si besoin de commentaires et accompagnés du comparatif avec les valeurs relevées le même jour en contrôle continu.

**Constats :**

L'article 9.7.6 de l'AP de 2017 impose quatre mesures par an sur le four et deux sur le refroidisseur. L'article 9.7.7 de l'AP de 2017 impose une mesure annuelle des poussières sur les conduits numérotés 3 à 9 définis à l'article 9.5

Pour 2021, l'exploitant a transmis les résultats suivants :

- mesures du 05/03/2021 sur le four :

VLE conformes

différence notable sur poussières four : Socotec 11,3 mg/Nm3 / Calcia 1,9 mg/Nm3.

- mesures du 10/06/21 sur four et refroidisseur :

NC poussières refroidisseur 27,9 mg/Nm3 pour VLE à 20

différence notable sur poussières four : Socotec 10,74 mg/Nm3 / Calcia 1,8 mg/Nm3.

- mesures du 16/11/2021 sur four :

VLE conformes

différence notable sur poussières four : Socotec 19,3 mg/Nm3 / Calcia 11,2 mg/Nm3.

-mesures du 17/11/21 sur four et refroidisseur (par LECES dans le cadre du contrôle inopiné) :

VLE conformes mais mesure benzène à 2,2 mg/Nm3 pour VLE à 2,

- le 09 novembre 2021, les filtres 103 et 110 mesurés à 13 et 21 mg/Nm3 en poussières pour une VLE à 10,

- le 9 novembre 2021, le concasseur primaire, mesure poussières à 17 mg/Nm3 pour VLE à 10 mg/Nm3.

**Observations :**

→ L'exploitant doit préciser les actions entreprises sur les filtres 103 et 110 et sur le concasseur primaire depuis les mesures de novembre 2021 démontrant le non respect des VLE.

→ La périodicité des contrôles est respectée. Toutefois, les délais de transmission des résultats est en dérive par rapport au délai fixé à 8 jours après réception des résultats

→ L'inspection avait déjà demandé que la fiabilité des mesures internes soit démontrée. L'exploitant avait indiqué lors de la précédente inspection qu'un étalonnage QAL 2 supplémentaire serait organisé sur l'opacimètre du four. Ce contrôle n'était pas finalisé le jour de l'inspection..

La prescription sera modifiée par APC pour préciser un délai de transmission des résultats après réalisation des contrôles. Ainsi ce délai sera contrôlable par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Réponse exploitant :**



**Nom du point de contrôle :** indisponibilité des dispositifs de traitement des effluents limitée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b> Indisponibilité des dispositifs de traitements des effluents Sans préjudice du respect des dispositions de l'article 7.4, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations de co-incinération ou de traitement des effluents atmosphériques, pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ci-dessous, ne peut excéder quatre heures sans interruption, lorsque les mesures en continu, prévues à l'article 9.7.2, montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère, en moyenne sur une demi-heure, est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.
<b>Constats :</b> En 2021, la durée cumulée de défaillance de l'ensemble des dispositifs de traitement déclarée concerne une panne de la Dénox en juillet 2021 de 1,3 heures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Réponse exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle : Contrôles continus**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.7.2 et respect VLE articles 9.6.4 et 9.6.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, air

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu, dans les gaz de combustion en provenance du four, des substances suivantes :

- poussières totales ;
- substances organiques, à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total (COT) ;
- chlorure d'hydrogène ;
- dioxyde de soufre ;
- oxydes d'azote ;
- ammoniac, en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés,
- monoxyde de carbone.

[...] Ces résultats, qui sont transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées, doivent être archivés pendant une période d'au moins cinq ans.

**Constats :**

L'exploitant réalise des contrôles en continu (moyenne 1/2 h et valeur journalière) sur les rejets du refroidisseur et du four. Pour 2021, les résultats suivants ont été transmis :

- le 9 avril 2021, bilan du 1er trimestre (52 jours de fonctionnement) : 1 dépassement NOx et 14 dépassements journaliers sur les poussières du refroidisseur.
- le 5 juillet 2021, bilan du 2ème trimestre (88 jours de fonctionnement) : 26 dépassements journaliers sur les poussières du refroidisseur.
- les résultats du 3ème trimestre ont été remis (67 jours de fonctionnement) : 16 dépassements journaliers poussières du refroidisseur.
- le 28 janvier 2022, bilan du 4ème trimestre ( 82 jours de fonctionnement) : 29 dépassements journaliers sur les poussières du refroidisseur.

Pour rappel l'article 9.6.4 de l'AP du 13 septembre 2017 relatif aux VLE des rejets en poussières des autres cheminées précise que en marche normale, les valeurs limites en poussières des émissions gazeuses sont :

- pour le refroidisseur à clinker : 20 mg/Nm3
- pour les autres installations : 10 mg/Nm3

Les périodes ininterrompues de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année doit être inférieure à deux cents heures.

Pour rappel l'article 9.6.5 de l'AP du 13 septembre 2017 relatif aux conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air pour les gaz issus du four précise qu'aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 9.6.3.1 pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène (si mesuré en continu), le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote et l'ammoniac

**→ Par conséquent, pour l'année 2021, 85 jours de dépassements de la VLE de 20 mg/Nm3 des rejets en poussières du refroidisseur ont été mesurés par l'exploitant. Ces dépassements n'avaient été que de 18 jours en 2020.**

→ Compte tenu des règles de respect des VLE, les moyennes journalières de poussières du refroidisseur supérieures au double de la VLE ont été dépassées de 29 journées en 2021.

→ Compte tenu de ces nombreux dépassements, l'exploitant avait précisé que l'électronique de l'électrofiltre serait changé lors du GE (Grand Entretien) de janvier 2022. Or, les résultats de l'autosurveillance du premier trimestre 2022 montrent que depuis la reprise d'activité consécutive au GE de janvier, 9 dépassements de la VLE en poussières du refroidisseur ont été mesurés dont 3 du plus du double de la VLE.



Dans sa déclaration gerep, l'exploitant a déclaré le rejet de 40,9 tonnes de poussières canalisées en 2021 contre 30,7 tonnes en 2020.

→ Compte tenu du nombre de jours de dépassement de moyenne journalière en très nette augmentation en 2021 des rejets canalisés et en particulier sur les émissions de poussières du refroidisseur, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place et de justifier des mesures qui vont être prises pour respecter les VLE réglementaires.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Réponse exploitant :**

**Nom du point de contrôle :** Assurance qualité des systèmes de mesures en continu

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.7.3 et ref tableau

**Thème(s) :** Risques chroniques, air

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit vérifier l'installation correcte et le bon fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques en référence à la norme NF EN 14181 relative à l'émission des sources fixes et à l'assurance qualité des systèmes automatiques de mesure, ou toutes autres normes équivalente en vigueur

**Constats :**

Les équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques du four sont les suivants :

- système OPSIS UV : NO, NO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub> et NH<sub>3</sub>
- système OPSIS IR: H<sub>2</sub>O, HCl, CO, CH<sub>4</sub> et CO<sub>2</sub>
- analyseur OPSIS : O<sub>2</sub>
- analyseur SICK : poussières
- analyseur THERMO-FID : COVt
- DURAG D-FL 100 : débit

L'analyseur Environnement SA MIR 9000 : O<sub>2</sub>, HCl, SO<sub>2</sub>, NO, COVt, CH<sub>4</sub> et CO<sub>2</sub> qui n'a fait l'objet ni de ce contrôle ni des contrôles qualité définis à l'article 9.7.3 de l'AP n° 17-104N ne peut pas être utilisé en secours.

Lors de l'inspection, les contrôles réglementaires étaient à jour.

Le tableau de suivi de contrôle qualité qui permet d'attester du bon suivi des contrôles sur les appareils de mesure a été transmis avec le courrier du 16 février 2022. Il sera à mettre à jour avec le QAL 2 en cours pour l'opacimètre de la cheminée du four.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Réponse exploitant :**

**Nom du point de contrôle : GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déclaration poussières diffuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...]</p> <p>- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés* dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident. [...]</p> <p>* Pour les installations d'incinération de déchets, le seuil en poussières est fixé à 0</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration GEREP relative à l'année 2021 ne mentionne pas les émissions diffuses de poussières calculées . A l'issue de l'inspection, la déclaration gerep a été mise en révision notamment sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse exploitant :</b>



**Nom du point de contrôle :** contrôle terrain – conception et aménagement de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit- poussières- propagation incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent sont conçus, aménagés, équipés et entretenus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, une aggravation du danger.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, il a été constaté que les portes suivantes n'étaient pas fermées et ne pouvaient pas l'être en raison de leur détérioration : <ul style="list-style-type: none"><li>- porte coulissante pompe fuller,</li><li>- porte bâtiment stockage boues pressées,</li><li>- porte stockage PNUR,</li><li>- les portes de l'atelier CSR,</li><li>- les portes du bâtiment broyeur à charbon,</li><li>- la porte du hall de stockage charbon brut.</li></ul> → La remise en état et la fermeture effective de ces portes sont indispensables pour la limitation des émissions sonores, la diminution des émissions de poussières, la diminution des nuisances olfactives (pour les déchets) et la diminution du risque de propagation d'un éventuel incendie.  Pour mémoire pour l'exploitant, les installations de stockage et de broyage du charbon et du coke doivent être exploitées selon les dispositions des articles 15 et suivants de l'AP du 13 septembre 2017 relatifs aux règles d'exploitation des unités de stockage et de broyage des combustibles minéraux solides.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle :** contrôle terrain - entretien de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, envol de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement et ses abords sont tenus dans un état de propreté satisfaisant. Ils font l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que le bâtiment abritant le concasseur primaire était couvert de plusieurs centimètres de poussières de calcaire. Ce bâtiment n'est pas fermé puisque les engins y déposent les matériaux de la carrière pour y être concassés. Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré qu'il n'y avait pas de périodicité de nettoyage dans cet atelier.  → L'exploitant doit nettoyer et mettre en place un nettoyage régulier de cet atelier de façon à éviter l'accumulation et les envols de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle :** contrôle terrain - entretien de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, envols déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été découvert en extérieur, de nombreux sacs éventrés de ciment (plusieurs centaines) à proximité du bâtiment abritant le crible de charbon brut. Ces déchets sont à évacuer dans un lieu dûment autorisé et la justification de leur élimination est à transmettre à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle : prévention pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, destination des produits de dépoussiérage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de technique de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.</p> <p>...</p> <p>Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.</p> <p>L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires, pistes de circulation et voies d'accès, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières.</p> <p>Les produits de ces dépoussiérages doivent être traités en fonction de leurs caractéristiques.</p> <p>Les émissions à l'atmosphère ne pourront avoir lieu, qu'après passage dans des dispositifs efficaces de captation, canalisation et de traitement, implantés le plus près possible des sources. Le nombre de points de rejets est aussi réduit que possible et les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature doivent être construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les conditions de stockage et d'élimination des produits de dépoussiérage ne sont pas précisées. Ces déchets ne sont pas mentionnés dans la déclaration gerep.</p> <p>→ L'inspection demande à l'exploitant de justifier des conditions de stockage et d'élimination et de remplir GEREP :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des boues de curage du bassin de collecte des eaux de ruissellement,</li><li>- des déchets issus du balayage (l'exploitant a précisé qu'une balayeuse passe tous les 15 jours sur le site)</li><li>- des déchets issus des différents filtres.</li></ul> <p>A l'issue de l'inspection , la déclarartion GEREP a été mise en révision pour permettre à l'exploitant d'y intégrer les modifications demandées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse exploitant :</b>



**Nom du point de contrôle :** contrôle terrain - cuvette de rétention sous les produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, absence de rétention

**Prescription contrôlée :**

1. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

2. Les réservoirs de produits polluants ou dangereux sont construits selon les règles de l'art. Ils portent en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

Ces réservoirs sont équipés de manière que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toute disposition est prise pour éviter les débordements en cours de remplissage.

Ces réservoirs sont installés, en respectant les règles de compatibilité entre les différents produits, dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs ci-après :

- soit 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;
- soit 50 p. 100 de la capacité globale des réservoirs contenus.

**Constats :**

Lors de la visite terrain, de nombreux fûts de produits chimiques neufs ou usagés n'étaient pas stockés dans des rétentions réglementaires. Certains fûts étaient sur des rétentions qui n'étaient pas vides. Certains fûts étaient dépourvus d'indication sur leur contenu.

Compte tenu de leur quantité, ces fûts n'ont pas été comptés par l'inspection. Ils étaient présents dans le hall de stockage fabrication (dit local maçons), sous ou à proximité des auvents dédiés au stockage de déchets et sur une aire extérieure non couverte où en particulier un fut ouvert plein d'huile était sur une rétention remplie d'huile sans aucune précaution vis-à-vis des risques de pollution du sol et du sous-sol.

→ Le 2 mai à l'issue de cette inspection, un mail a été adressé à l'exploitant pour vérifier les mesures urgentes qu'il aurait dû prendre face à cette situation. A ce jour, il n'y a pas encore répondu.

→ L'ensemble des produits chimiques présents sur le site doit être stocké dans des rétentions réglementaires.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Réponse exploitant :**

**Nom du point de contrôle :** contrôle terrain- dispositifs de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 14.10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, émulseurs
<b>Prescription contrôlée :</b> l'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins : ... - ressource en liquide émulseur. ...
<b>Constats :</b> Lors du contrôle terrain, l'inspection a constaté que 3 cuves d'émulseur étaient présentes. Pour deux d'entre elles, la date de conservation de 10 ans était dépassée. Par mail en date du 2 mai 2022, l'exploitant a transmis des résultats d'analyse datant du 18 mars 2019 démontrant qu'à cette date les émulseurs étaient en bon état de conservation.
<b>Observations :</b> → Cette analyse date d'il y a 3 ans, l'exploitant devra faire refaire régulièrement cette analyse pour pouvoir justifier du bon état de ses émulseurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Réponse exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle :** contrôle terrain- installation de réception du charbon et du coke

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 15.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien (propreté et nuisances sonores)
<b>Prescription contrôlée :</b> ... Le bon état et la propreté des convoyeurs et de leurs équipements doivent être régulièrement vérifiés. L'exploitant remédie immédiatement aux défaillances et anomalies constatées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, il est apparu que l'installation de réception et de criblage de charbon brut nécessite un nettoyage (charbon au sol et sur une toiture). De plus, alors qu'aucun camion n'était présent et qu'il n'y avait pas de charbon sur le tapis, l'installation était en fonctionnement (vers 16h15 environ) et générait un bruit strident. L'exploitant a forcé l'arrêt de cette installation en notre présence. Après vérification l'exploitant a déclaré que le dernier camion d'approvisionnement de charbon brut était parti à 13h30 et que le non arrêt du tapis provenait d'une défaillance des capteurs détecteurs de présence d'un camion et de présence de charbon.  → l'inspection demande qu'un nettoyage rigoureux de cette installation soit rapidement réalisé et que les détecteurs soient très rapidement remis en service. Dans l'attente, des consignes rigoureuses doivent être mises en place pour arrêter cette installation très bruyante en l'absence de charbon dans cette installation de réception et de criblage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle :** contrôle terrain - entretien extincteurs – RIA

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 14.10.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, entretien des moyens de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation. Ils doivent être repérés et facilement accessibles en permanence. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Lors du contrôle terrain, il est apparu que la dernière date de contrôle de l'extincteur situé à l'étage du hall calcaire extincteur était 10/2020. De plus le RIA situé dans le hall d'ensachage était noté défectueux. A l'issue de la visite et puis par mail du 2 mai 2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les derniers rapports de contrôle des extincteurs et des RIA. A la date de rédaction de ce rapport, aucun rapport de contrôle n'a été transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse exploitant :</b>